

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/40080]

**21 DECEMBRE 2018.** — Ordonnance modifiant le Code bruxellois du Logement afin de renforcer la lutte contre la discrimination dans l'accès au logement

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans les articles 6, 20, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, § 5, alinéa 3, 91, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 106 et 219 du Code bruxellois du Logement, les mots « du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale » sont chaque fois remplacés par les mots « du Service public régional de Bruxelles ».

**Art. 3.** À l'article 192 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « actuel ou futur » sont abrogés ;

2° les mots « et la condition » sont insérés entre les mots « l'origine » et le mot « sociale ».

**Art. 4.** À l'article 193, 1<sup>o</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « actuel ou futur » sont abrogés ;

2° les mots « et la condition » sont insérés entre les mots « l'origine » et le mot « sociale ».

**Art. 5.** Dans l'article 194 du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Dans les matières qui relèvent du champ d'application de la présente ordonnance, toute forme de discrimination est interdite. Au sens du présent titre, la discrimination s'entend :

1° de la discrimination directe ;

2° de la discrimination indirecte ;

3° de l'injonction de discriminer ;

4° du harcèlement. ».

**Art. 6.** Dans l'article 196 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Par dérogation à l'article 192 » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 195 » ;

2° les mots « visées à l'article 195 » sont remplacés par les mots « visées à l'article 198 ».

**Art. 7.** Dans l'article 200bis du même Code, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « et l'agent immobilier sélectionne librement et sans discrimination son locataire ».

**Art. 8.** Dans l'article 205 du même Code, les mots « critère protégé » sont remplacés par les mots « ou plusieurs critères protégés individuels ou attribués par association ».

**Art. 9.** Dans l'article 211 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « critère protégé » sont chaque fois remplacés par les mots « ou plusieurs critères protégés individuels ou attribués par association » ;

2° le paragraphe 2 est complété par le 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3° les résultats des tests de discrimination réalisés, conformément à l'article 214bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et § 3, 1<sup>o</sup>. »;

3° le paragraphe 3 est complété par le 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4° les résultats des tests de discrimination réalisés conformément à l'article 214bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, et § 3, 1<sup>o</sup>. »;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/40080]

**21 DECEMBER 2018.** — Ordonnantie tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode teneinde de strijd tegen discriminatie bij de toegang tot huisvesting te versterken

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen, het een volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In de artikelen 6, 20, § 2, eerste lid, § 5, derde lid, 91, § 2, eerste lid, 106 en 219 van de Brusselse Huisvestingscode worden de woorden « van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » vervangen door de woorden « van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel ».

**Art. 3.** In artikel 192 van dezelfde Code worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « huidige of toekomstige » worden opgeheven ;

2° het artikel wordt aangevuld met de woorden « en positie ».

**Art. 4.** In artikel 193, 1<sup>o</sup>, van dezelfde Code worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « huidige of toekomstige » worden opgeheven ;

2° de woorden « en positie » worden ingevoegd tussen de woorden « sociale afkomst » en de woorden « en syndicale overtuiging ».

**Art. 5.** In artikel 194 van dezelfde Code wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. In de aangelegenheden die onder het toepassingsgebied van deze ordonnantie ressorteren, is elke vorm van discriminatie verboden. Voor de toepassing van deze titel, wordt onder discriminatie verstaan :

1° directe discriminatie ;

2° indirecte discriminatie ;

3° opdracht te discrimineren ;

4° intimidatie. ».

**Art. 6.** In artikel 196 van dezelfde Code worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « In afwijking van artikel 192 » worden vervangen door de woorden « In afwijking van artikel 195 » ;

2° de woorden « in artikel 195 bedoelde » worden vervangen door de woorden « in artikel 198 bedoelde ».

**Art. 7.** In artikel 200bis van dezelfde Code, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « en de vastgoedmakelaar kiest zijn huurder vrij en zonder discriminatie ».

**Art. 8.** In artikel 205 van dezelfde Code, worden de woorden « de beschermd criteria » vervangen door de woorden « een of meerdere eigen of bij associatie toegekende beschermd criteria ».

**Art. 9.** In artikel 211 van dezelfde Code worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « beschermd criterium » en « welbepaald beschermd criterium » worden vervangen door de woorden « of meerdere eigen of bij associatie toegekende beschermd criteria » ;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 3<sup>o</sup>, luidende :

« 3° de resultaten van de discriminatietesten uitgevoerd in overeenstemming met artikel 214bis, § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, en § 3, 1<sup>o</sup>. »;

3° paragraaf 3 wordt aangevuld met de bepaling onder 4<sup>o</sup>, luidende :

« 4° de resultaten van de discriminatietesten uitgevoerd in overeenstemming met artikel 214bis, § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, en § 3, 1<sup>o</sup>. »;

4° l'article est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Sans préjudice de l'article 214bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les tests de discrimination sont réalisés :

1° soit par la victime elle-même ;

2° soit en soutien d'une victime par toute personne agissant à la demande de la victime pour compléter le test de discrimination, ou par les organismes visés à l'article 214 ou tout établissement d'utilité publique, toute organisation et toute association jouissant de la personnalité juridique depuis au moins trois ans à la date des faits, ayant dans son objet social la défense des droits de l'homme et la lutte contre les discriminations.

Le Gouvernement peut compléter et préciser la liste des acteurs autorisés à pratiquer des tests de discrimination.

Lorsque le test est réalisé par un des acteurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, seul l'article 214bis, § 3, 1<sup>o</sup>, est d'application. ».

**Art. 10.** Le titre X du même Code est complété par un chapitre X intitulé « Des tests de discrimination ».

**Art. 11.** Dans le chapitre X, inséré par l'article 10, il est inséré un article 214bis rédigé comme suit :

« Art. 214bis. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 6 et 20, le Service d'inspection régionale du Service public régional de Bruxelles a pour mission de contrôler le respect des obligations prévues par ou en vertu des articles 194, 200bis et 200ter, §§ 1<sup>er</sup> et 3.

Les agents du Service d'inspection régionale ont qualité pour rechercher et constater par procès-verbal, faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions aux articles précités. Ils peuvent, dans l'exercice de leur mission, réaliser des tests de discrimination en matière d'accès au logement qui peuvent avoir les formes suivantes :

1° le test de situation qui permet d'identifier de manière contrôlée une éventuelle différence de traitement fondée sur un critère protégé tel que visé à l'article 193 ; deux sujets ou plus, réels ou fictifs, présentant des profils similaires qui ne diffèrent significativement que par le critère à tester, manifestent leur intérêt ou présentent leur candidature auprès d'un propriétaire ou d'un agent immobilier, à la suite de quoi les réponses sont comparées, en vue de vérifier leur conformité à la législation ;

2° le client mystère est un client ou un candidat réel ou fictif qui présente une demande à un propriétaire ou à un agent immobilier en vue de vérifier la conformité au droit de la réponse donnée.

§ 2. Lorsque le test de discrimination est réalisé par les agents du Service d'inspection régionale, ceux-ci peuvent utiliser une identité d'emprunt sans devoir se justifier de leurs fonctions ou du fait que les constatations faites à cette occasion peuvent être utilisées pour vérifier le bon respect des articles 194, 200bis et 200ter, §§ 1<sup>er</sup> et 3.

§ 3. Le test de discrimination répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° il ne peut pas avoir un caractère provoquant :

a) il doit se borner à créer l'occasion de mettre à jour une pratique discriminatoire en reproduisant, sans excès, un processus de transmission d'informations à de potentiels locataires, de sélection de locataires et de conclusion de contrat de bail ;

b) il ne peut pas avoir pour effet de créer ou de renforcer une pratique discriminatoire alors que la personne soumise au test de discrimination n'avait aucune intention en la matière ;

2° il n'est utilisé qu'à la suite de plaintes ou de signalements ;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

« § 4. Onverminderd artikel 214bis, § 1, tweede lid, worden de discriminatiestesten uitgevoerd :

1° ofwel door het slachtoffer zelf ;

2° ofwel als ondersteuning van een slachtoffer door iedere persoon die op verzoek van het slachtoffer handelt om de discriminatiestest aan te vullen of door de instellingen bedoeld in artikel 214 of iedere instelling van openbaar nut, iedere organisatie of iedere vereniging die op de dag van de feiten sinds ten minste drie jaar rechtspersoonlijkheid bezit en die als maatschappelijk doel heeft om de rechten van de mens te verdedigen of discriminatie te bestrijden.

De Regering kan de lijst met actoren die gemachtigd zijn om discriminatiestesten uit te voeren aanvullen en preciseren.

Wanneer de test uitgevoerd wordt door een van de actoren bedoeld in het eerste lid, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, is enkel artikel 214bis, § 3, 1<sup>o</sup>, van toepassing. ».

**Art. 10.** Titel X van dezelfde Code wordt aangevuld met een hoofdstuk X, luidende « Discriminatiestesten ».

**Art. 11.** In hoofdstuk X, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 214bis ingevoegd, luidende :

« Art. 214bis. § 1. Zonder afbreuk te doen aan de artikelen 6 en 20 heeft de Gewestelijke Inspectiedienst van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel de opdracht om de naleving van de verplichtingen die bedoeld zijn in of krachtens artikelen 194, 200bis en 200ter, §§ 1 en 3, te controleren.

De beambten van de Gewestelijke Inspectiedienst hebben de bevoegdheid om de inbreuken tegen de vooroemde artikelen op te sporen en vast te stellen in processen-verbaal, die rechtsgeldig zijn tot bewijs van het tegenovergestelde. Ze kunnen, binnen de uitoefening van hun opdracht, discriminatiestesten inzake toegang tot huisvesting tot stand brengen die de volgende vormen kunnen aannemen :

1° de situatietest waardoor op gecontroleerde wijze een eventuele verschillende behandeling die berust op een beschermd criterium zoals bedoeld in artikel 193 geïdentificeerd kan worden ; twee casussen of meer, reëel of fictief, die gelijkaardige profielen vertonen die behalve het te testen criterium niet sterk van elkaar verschillen en die hun belangstelling kenbaar maken van hun kandidatuur indienen bij een eigenaar of een vastgoedmakelaar, waarna de antwoorden met elkaar vergeleken worden met het oog op het nakijken van hun overeenkomst met de wetgeving ;

2° de mysterie cliënt is een reële of fictieve cliënt of kandidaat die een vraag aan een eigenaar of aan een vastgoedmakelaar voorlegt met het oog op het controleren van de overeenkomst van het gegeven antwoord met het recht.

§ 2. Wanneer de discriminatiestest wordt uitgevoerd door de beambten van de Gewestelijke Inspectiedienst, kunnen zij een valse identiteit gebruiken zonder dat zij zich moeten legitimeren of erop moeten wijzen dat de bij deze gelegenheid gedane vaststellingen kunnen worden aangewend voor de controle op de goede naleving van de artikelen 194, 200bis en 200ter, §§ 1 en 3.

§ 3. De discriminatiestest moet aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1° hij mag niet van uitlokende aard zijn :

a) hij moet zich beperken tot het creëren van de gelegenheid om een discriminerende praktijk aan het licht te brengen door een procedure inzake overdracht van informatie aan potentiële huurders, selectie van huurders en afsluiten van huurovereenkomst zonder overdrijven na te bootsen ;

b) hij mag niet tot gevolg hebben dat een discriminerende praktijk ontstaat of versterkt wordt terwijl de persoon die het voorwerp is van de discriminatiestest geen dergelijke bedoeling had ;

2° hij wordt enkel gebruikt na klachten of meldingen ;

3° il n'est utilisé que sur la base d'indices sérieux de pratiques susceptibles d'être qualifiées de discrimination directe ou indirecte pouvant donner lieu à une sanction en application de l'article 214ter.

§ 4. Le test de discrimination réalisé conformément à la présente disposition, s'il est positif, est constitutif d'un fait permettant de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte susceptible de sanction en application de l'article 214ter.

§ 5. Si le test de discrimination est positif, le Service d'inspection régionale procède à des auditions conformément à l'article 214ter, § 3.

§ 6. L'ensemble des actions réalisées lors du test de discrimination et ses résultats sont consignés dans un rapport.

Ce rapport contient a minima le procès-verbal de l'audition visée au paragraphe 5, le cas échéant les raisons qui justifient l'accomplissement d'infractions absolument nécessaires à l'exercice et à la finalité des missions. ».

**Art. 12.** Dans le chapitre X, inséré par l'article 10, il est inséré un article 214ter rédigé comme suit :

« Art. 214ter. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une discrimination est constatée par le Service d'inspection régionale ou lorsque ce dernier réalise un test de discrimination révélateur d'une discrimination directe ou indirecte en application de l'article 214bis, le procès-verbal constatant une infraction visée aux articles 194, 200bis et 200ter, §§ 1<sup>er</sup> et 3, et reprenant les informations visées à l'article 214bis, § 6, est transmis au procureur du Roi selon les formes et délais prévus par le Gouvernement.

Le procureur du Roi notifie au fonctionnaire dirigeant du Service d'inspection régionale sa décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre l'auteur présumé d'une infraction aux articles 194, 200bis et 200ter, §§ 1<sup>er</sup> et 3, dans le délai prévu par le Gouvernement.

La décision du procureur du Roi de poursuivre le contrevenant exclut l'application d'une amende administrative alternative.

La décision du procureur du Roi de ne pas poursuivre le contrevenant ou l'absence de décision dans le délai imparti en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> permet l'application d'une amende administrative alternative.

§ 2. Le montant de l'amende administrative s'élève entre 125 euros et 6.200 euros. Ce montant varie en fonction du nombre de critères protégés, tels que définis à l'article 193, 1<sup>o</sup>, sur lesquels sont fondés la discrimination.

Ce montant peut être réduit en dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

En cas de récidive de la part du même contrevenant dans les cinq ans qui suivent une décision infligeant une telle amende administrative, les montants visés à l'alinéa précédent peuvent être doublés.

§ 3. Avant l'envoi au procureur du Roi du procès-verbal visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, le contrevenant mis en cause est entendu par le fonctionnaire dirigeant du Service d'inspection régionale ou par l'agent qu'il déliegue à cette fin.

La personne auditionnée peut être accompagnée de la personne de son choix lors de ces auditions.

Le fonctionnaire dirigeant du Service d'inspection régionale peut décider, le cas échéant, à la suite de l'audition, de poursuivre ou non la procédure.

Le Gouvernement précise les modalités organisationnelles relatives à l'audition.

§ 4. Sur proposition du fonctionnaire dirigeant du Service d'inspection régionale, le montant de l'amende administrative peut être réduit de moitié moyennant le suivi d'une formation en lien avec la lutte contre la discrimination dans l'accès au logement et dont le contenu a été préalablement validé par le fonctionnaire dirigeant.

3° hij wordt enkel gebruikt op basis van ernstige aanwijzingen van praktijken die mogelijk als directe of indirecte discriminatie, die in toepassing van artikel 214ter aanleiding tot bestrafning kunnen geven, beschouwd kunnen worden.

§ 4. De overeenkomstig deze bepaling uitgevoerde discriminatietest vormt, indien hij positief is, een feit waardoor verondersteld kan worden dat er sprake is van directe of indirecte discriminatie, die mogelijk bestraft wordt in toepassing van artikel 214ter.

§ 5. Indien de discriminatietest positief is, gaat de Gewestelijke Inspectiedienst over tot hoorzittingen in overeenstemming met artikel 214ter, § 3.

§ 6. Alle acties ondernomen tijdens de discriminatietest, en de resultaten ervan worden in een verslag opgetekend.

Het verslag omvat ten minste het proces-verbaal van de hoorzitting bedoeld in paragraaf 5, desgevallend de redenen voor het rechtvaardigen van het begaan van misdrijven die absoluut noodzakelijk zijn voor de uitoefening en het einddoel van de opdrachten. ».

**Art. 12.** In hoofdstuk X, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 214ter ingevoegd, luidende :

« Art. 214ter. § 1. Wanneer er door de Gewestelijke Inspectiedienst discriminatie wordt vastgesteld of wanneer deze een discriminatietest verwezenlijkt die in toepassing van artikel 214bis directe of indirecte discriminatie aan het licht brengt, wordt het proces-verbaal dat een inbraak zoals bedoeld in de artikelen 194, 200bis en 200ter, §§ 1 en 3, en dat de in artikel 214bis, § 6, bedoelde informatie bevat, vaststelt, overgemaakt aan de Procureur des Konings in de vorm en volgens de termijnen voorzien door de Regering.

De Procureur des Konings maakt zijn beslissing om de vermoedelijke dader van een inbraak tegen de artikelen 194, 200bis en 200ter, §§ 1 en 3, al dan niet binnen de termijn voorzien door de Regering te vervolgen, over aan de leidend ambtenaar.

De beslissing van de Procureur des Konings om de overtredener te vervolgen sluit de toepassing van een alternatieve administratieve geldboete uit.

De beslissing van de Procureur des Konings om de overtredener niet te vervolgen of de afwezigheid van een beslissing binnen de termijn die op grond van het eerste lid afgesproken is, maakt de toepassing van een alternatieve administratieve geldboete mogelijk.

§ 2 Het bedrag van de administratieve geldboete ligt tussen de 125 euro en 6.200 euro. Dit bedrag varieert in functie van het aantal beschermd criteria zoals bepaald in artikel 193, 1<sup>o</sup>, waarop de discriminatie gebaseerd is.

Dit bedrag kan tot onder het wettelijk minimum verlaagd worden bij verzachttende omstandigheden.

In geval van herhaling door dezelfde overtredener binnen vijf jaar na de beslissing die een dergelijke administratieve boete oplegt, kunnen de bedragen bedoeld in het vorige lid verdubbeld worden.

§ 3. Alvorens het in paragraaf 1 bedoelde proces-verbaal naar de Procureur des Konings wordt verzonden, wordt de beschuldigde overtredener gehoord door de leidend ambtenaar van de Gewestelijke Inspectiedienst of door de beampte die hij hiertoe machtigt.

De verhoorde mag bij deze verhoren vergezeld worden door een persoon naar keuze.

De leidend ambtenaar van de Gewestelijke Inspectiedienst kan, in voorkomend geval, na dit verhoor beslissen om de procedure al dan niet voort te zetten.

De Regering preciseert de organisatorische modaliteiten met betrekking tot de hoorzitting.

§ 4. Op voorstel van de leidend ambtenaar van de Gewestelijke Inspectiedienst kan het bedrag van de administratieve geldboete met de helft verminderd worden op voorwaarde dat de overtredener een opleiding in verband met de strijd tegen discriminatie bij de toegang tot huisvesting volgt waarvan de inhoud voorafgaandelijk door de leidend ambtenaar goedgekeurd is.

Lorsque le contrevenant est une personne morale, exerçant une activité d’agence immobilière, tous les membres du personnel en relation avec la clientèle sont tenus de suivre la formation, sauf décision contraire du fonctionnaire dirigeant du Service d’inspection régionale.

§ 5. Le contrevenant peut introduire un recours suspensif devant le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué selon la procédure et les modalités prévues par le Gouvernement. En cas d’audition, le délai pour statuer est prorogé de trente jours. À défaut de décision dans les délais requis, la décision infligeant une amende administrative est infirmée.

§ 6. Les modalités de perception de l’amende administrative alternative sont établies par le Gouvernement.

§ 7. Le paiement de l’amende administrative éteint l’action publique.

§ 8. Les décimes additionnels visés à l’article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont également applicables aux amendes administratives. ».

**Art. 13.** Dans le chapitre X, inséré par l’article 10, il est inséré un article 214*quater* rédigé comme suit :

« Art. 214*quater*. Sont exemptés de peine, les agents du service visé à l’article 214*bis*, § 1<sup>er</sup>, qui commettent, en application des articles 214*bis* et 214*ter*, des infractions absolument nécessaires à l’exercice et à la finalité de leurs missions. ».

**Art. 14.** Dans le chapitre X, inséré par l’article 10, il est inséré un article 214*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. 214*quinquies*. Les amendes administratives perçues en application de l’article 214*ter* sont affectées au crédit du Fonds budgétaire régional de Solidarité visé à l’article 11. ».

**Art. 15.** Le ministre qui a le Logement dans ses attributions réalise un rapport annuel relatif à la lutte contre la discrimination en matière d’accès au logement et à l’utilisation des tests de discrimination. Le rapport d’évaluation est transmis au Parlement.

**Art. 16.** La présente ordonnance entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu’elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l’Emploi, de l’Economie et de la Lutte contre l’Incendie et l’Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l’Environnement et de l’Energie,

C. FREMAULT

—  
Note

Documents du Parlement :

*Session ordinaire 2018-2019*

A-745/1 Projet d’ordonnance.

A-745/2 Rapport.

A-745/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du jeudi 20 décembre 2018.

Adoption : séance du vendredi 21 décembre 2018.

Wanneer de overtreder een rechtspersoon is die een vastgoedactiviteit uitoefent, dan zijn alle personeelsleden die met het cliënteel in aanraking komen verplicht om de opleiding te volgen, behalve tegengestelde beslissing van de leidende ambtenaar van de Gewestelijke Inspectiedienst.

§ 5. De overtreder kan een schorsend beroep bij de Regering of de gemachtigde ambtenaar indienen volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden. In geval van hoorzitting wordt de termijn om een uitspraak te doen met dertig dagen verlengd. Bij ontstentenis van beslissing binnen de vastgelegde termijn, is de beslissing die een administratieve geldboete oplegt nietig.

§ 6. De modaliteiten voor de inning van de alternatieve administratieve boete worden door de Regering vastgesteld.

§ 7. De betaling van de administratieve boete zet de publieke vordering stop.

§ 8. De opdeciemes die bedoeld zijn in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdeciemes op de strafrechtelijke geldboeten zijn eveneens van toepassing op de administratieve geldboetes. ».

**Art. 13.** In hoofdstuk X, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 214*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 214*quater*. Blijven vrij van straf, de beambten van de dienst bedoeld in artikel 214*bis*, die, in toepassing van de artikelen 214*bis* en 214*ter*, strafbare feiten plegen die absoluut noodzakelijk zijn voor de uitoefening en het einddoel van hun opdrachten. ».

**Art. 14.** In hoofdstuk X, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 214*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 214*quinquies*. De administratieve boetes die in toepassing van artikel 214*ter* geïnd worden, zijn bestemd voor het krediet van het Gewestelijk Begrotingsfonds voor Solidariteit, bedoeld in artikel 11. ».

**Art. 15.** De minister bevoegd voor Huisvesting maakt een jaarverslag betreffende de strijd tegen discriminatie inzake de toegang tot huisvesting en het gebruik van discriminatietesten. Het evaluatieverslag wordt overgezonden aan het Parlement.

**Art. 16.** Deze ordonnantie treedt in werking op de datum bepaald door de Regering.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 2018.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—  
Nota

Documenten van het Parlement :

*Gewone zitting 2018-2019*

A-745/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-745/2 Verslag.

A-745/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Besprekking : vergadering van donderdag 20 december 2018.

Aanneming : vergadering van vrijdag 21 december 2018.